



Banques centrales et crypto-monnaies

Actualité législative publié le 04/02/2025, vu 142 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

L'essor des cryptomonnaies pose un défi juridique majeur pour les banques centrales et les régulateurs financiers

Introduction

Les banques centrales jouent un rôle clé dans la régulation monétaire d'un pays, en assurant la stabilité financière et en gérant la politique monétaire. Cependant, l'émergence des cryptomonnaies, comme le Bitcoin et l'Ethereum, a soulevé de nouvelles questions sur l'avenir de la finance traditionnelle, y compris la place des banques centrales dans la gestion des devises et de la politique monétaire. Cette évolution pose de nombreux défis en termes de régulation, de sécurité, et de souveraineté économique. L'objectif de cet article est d'explorer les relations juridiques complexes entre les banques centrales et les cryptomonnaies, en analysant les implications économiques, les préoccupations réglementaires et les réponses institutionnelles.

Les banques centrales et leur rôle traditionnel

Les banques centrales sont des institutions publiques responsables de la gestion de la monnaie et de la politique monétaire d'un pays ou d'une zone économique. Leur rôle traditionnel inclut :

1. **Émission de la monnaie** : La banque centrale est l'entité qui émet la monnaie officielle du pays (billets, pièces, monnaie scripturale), régulant ainsi l'offre monétaire.
2. **Stabilité des prix** : Elles ont pour objectif de maintenir la stabilité des prix en contrôlant l'inflation via des instruments tels que les taux d'intérêt, les opérations de marché ouvert, et la régulation de la masse monétaire.
3. **Gestion des taux de change** : Certaines banques centrales interviennent sur les marchés des changes pour stabiliser ou ajuster la valeur de leur monnaie nationale par rapport aux autres devises.
4. **Supervision financière** : Elles supervisent les institutions bancaires commerciales afin d'assurer la stabilité du système financier.

L'ascension des cryptomonnaies : Une remise en question du rôle des banques centrales ?

Les cryptomonnaies, comme le Bitcoin (BTC), l'Ethereum (ETH), ou encore le Ripple (XRP), ont introduit une nouvelle forme de monnaie décentralisée qui échappe au contrôle des banques centrales. En effet, les cryptomonnaies sont souvent définies comme des monnaies numériques fonctionnant sur des réseaux décentralisés (blockchain) où aucune autorité centrale n'est nécessaire pour valider les transactions. Elles présentent des caractéristiques qui remettent en cause les fonctions traditionnelles des banques centrales :

1. **Absence de régulation centralisée** : Les cryptomonnaies sont régies par des protocoles informatiques (algorithmes) et non par des institutions publiques.
2. **Volatilité élevée** : Leur valeur est souvent très volatile, ce qui soulève des préoccupations quant à leur utilisation comme moyen d'échange stable.
3. **Transparence et traçabilité** : Les transactions en cryptomonnaies, bien que pseudonymes, sont enregistrées de manière transparente sur une blockchain, ce qui offre à la fois une opportunité et un défi en termes de sécurité, de traçabilité et de lutte contre le blanchiment d'argent.
4. **Accessibilité mondiale** : Les cryptomonnaies peuvent être utilisées par n'importe qui, partout dans le monde, ce qui les rend potentiellement attractives pour ceux qui sont exclus du système bancaire traditionnel.

Le cadre juridique actuel des cryptomonnaies

Le cadre juridique des cryptomonnaies est encore en développement dans de nombreux pays. Les législateurs et régulateurs font face à plusieurs défis, notamment l'identification des cryptomonnaies, leur réglementation en tant qu'actifs financiers, et les implications fiscales.

1. **Classification des cryptomonnaies** : Les cryptomonnaies sont souvent qualifiées de biens numériques, mais leur statut juridique varie selon les pays. Elles peuvent être traitées comme des marchandises (commodities), des devises ou des actifs financiers, ce qui influence leur réglementation.
2. **Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme** : De nombreux gouvernements ont mis en place des réglementations pour éviter que les cryptomonnaies ne soient utilisées à des fins illégales, en obligeant les plateformes d'échange à se conformer aux exigences de "Know Your Customer" (KYC) et de "Anti-Money Laundering" (AML).
3. **Fiscalité** : Les autorités fiscales dans de nombreux pays imposent les plus-values réalisées sur la vente de cryptomonnaies et définissent des règles pour la taxation des transactions en cryptomonnaies, bien que ces réglementations varient largement d'un pays à l'autre.

La réponse des banques centrales face aux cryptomonnaies

Face à l'essor des cryptomonnaies, les banques centrales ont adopté différentes stratégies. Certaines adoptent une attitude vigilante, tandis que d'autres explorent activement les possibilités offertes par les technologies blockchain.

1. **Régulation stricte** : De nombreuses banques centrales, notamment en Chine, ont choisi d'interdire ou de restreindre l'usage des cryptomonnaies, arguant que celles-ci pourraient nuire à la stabilité financière et à la souveraineté monétaire. Par exemple, la Banque populaire de Chine a interdit les activités liées aux cryptomonnaies à plusieurs reprises depuis 2017.
2. **Banques centrales numériques (CBDC)** : En réponse à la montée des cryptomonnaies privées, de nombreuses banques centrales explorent le développement de monnaies numériques officielles (Central Bank Digital Currencies, ou CBDC). Ces monnaies numériques seraient émises par la banque centrale et gérées selon des protocoles centralisés, permettant de garder un contrôle total sur la masse monétaire. Des projets pilotes de CBDC ont été lancés dans divers pays, dont la Chine avec le "e-yuan", et la zone euro avec l'exploration de l'euro numérique.
3. **Innovation et collaboration** : Certaines banques centrales ont également mis l'accent sur l'innovation en explorant les applications de la blockchain pour améliorer la sécurité des paiements et des systèmes bancaires. Par exemple, la Banque d'Angleterre a testé des projets de "regulatory sandbox" pour évaluer l'intégration de la blockchain dans le système financier.

Les risques juridiques et économiques associés aux cryptomonnaies

1. **Risque de volatilité** : Les cryptomonnaies, en raison de leur forte volatilité, représentent un risque pour les investisseurs, les consommateurs, et les systèmes économiques. Cette instabilité peut entraîner des pertes financières considérables.
2. **Risque de déstabilisation monétaire** : Si les cryptomonnaies se généralisent, elles pourraient réduire l'efficacité des politiques monétaires des banques centrales, notamment dans la gestion de l'inflation et des taux d'intérêt.
3. **Problèmes de sécurité** : Bien que les cryptomonnaies bénéficient d'une certaine sécurité via la technologie blockchain, elles ne sont pas à l'abri des cyberattaques. Des piratages de plateformes d'échange de cryptomonnaies ont déjà entraîné des pertes de milliards de dollars.
4. **Exploitation illicite** : Les cryptomonnaies sont souvent accusées d'être utilisées à des fins de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, car elles permettent de réaliser des transactions transfrontalières difficiles à tracer.